Document généré le 15 juil. 2025 16:25

Mens
Revue d'histoire intellectuelle et culturelle

Michelle Landry. *L'Acadie politique : histoire sociopolitique de l'Acadie du Nouveau-Brunswick*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2015, 158 p.

Philippe Volpé

Volume 16, numéro 2, printemps 2016

URI : https://id.erudit.org/iderudit/1041793ar
DOI : https://doi.org/10.7202/1041793ar

Aller au sommaire du numéro

Éditeur(s)

Centre de recherche en civilisation canadienne-française

ISSN

1492-8647 (imprimé)
1927-9299 (numérique)

Découvrir la revue

Citer ce compte rendu

Volpé, P. (2016). Compte rendu de [Michelle Landry. *L'Acadie politique : histoire sociopolitique de l'Acadie du Nouveau-Brunswick*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2015, 158 p.] *Mens*, *16*(2), 128–135. https://doi.org/10.7202/1041793ar

Tous droits réservés © Mens, 2017

Ce document est protégé par la loi sur le droit d'auteur. L'utilisation des services d'Érudit (y compris la reproduction) est assujettie à sa politique d'utilisation que vous pouvez consulter en ligne.

https://apropos.erudit.org/fr/usagers/politique-dutilisation/

Cet article est diffusé et préservé par Érudit.

Érudit est un consortium interuniversitaire sans but lucratif composé de l'Université de Montréal, l'Université Laval et l'Université du Québec à Montréal. Il a pour mission la promotion et la valorisation de la recherche.

https://www.erudit.org/fr/

danse macabre – mais inévitable – au bras de l'Angleterre, des États-Unis et de la France, divisée en deux factions l'une aussi embarrassante que l'autre pour le gouvernement de Mackenzie King, davantage soucieux de maintenir l'unité canadienne que de jouer le jeu de la diplomatie internationale en temps de guerre.

— Hugues Théorêt
Département d'histoire
Université d'Ottawa

Michelle Landry. *L'Acadie politique : histoire sociopolitique de l'Acadie du Nouveau-Brunswick*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 2015, 158 p.

Décidément, la production scientifique des dernières années est fertile en études des questions référentielles et de l'organisation sociopolitique en Acadie[1], champs largement délaissés depuis les années 1970[2]. C'est dans le sillon de cette production que s'inscrit l'ouvrage de la sociologue Michelle Landry. Version remaniée de sa thèse de doctorat, cet ouvrage présente une « lecture sociopolitique » de l'Acadie du Nouveau-Brunswick qui a pour but « d'examiner comment sont nés et se sont modifiés les projets politiques collectifs acadiens au fil du temps » et de « comprendre le jeu des acteurs à différentes périodes, la visée de leurs projets politiques et le contexte dans lequel ils s'insèrent » ; bref, l'auteure tente « d'examiner comment, au cours de son histoire, [l'Acadie du Nouveau-Brunswick] arrive […] à former une communauté politique, c'est-à-dire une

[1] Julien Massicotte, *L'Acadie du progrès et du désenchantement, 1960-1994*, thèse de doctorat (histoire), Québec, Université Laval, 2011 ; David Lonergan, *Naissance de la modernité acadienne*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2013 ; Joseph Yvon Thériault, *Évangéline : contes d'Amérique*, Montréal, Québec Amérique, 2013 ; Joel Belliveau, *Le « moment 68 » et la réinvention de l'Acadie*, Ottawa, Les Presses de l'Université d'Ottawa, 2014.

[2] Jean-Paul Hautecoeur, *L'Acadie du discours : pour une sociologie de la culture acadienne*, Québec, Les Presses de l'Université Laval, 1975 ; Léon Thériault, *La question du pouvoir en Acadie*, Moncton, Éditions d'Acadie, 1982.

collectivité humaine qui a la capacité de se représenter et d'agir sur elle-même » (p. 2-3 et 141).

Critiquant avec raison l'insuffisance, la généralisation et l'impropriété idéologique du découpage binaire « société traditionnelle / société moderne » trop souvent employé par les chercheurs pour exposer les modulations du projet collectif acadien, Landry dresse dans cet ouvrage une périodisation plus fine des transformations de l'organisation sociopolitique acadienne, des premières conventions nationales à nos jours. Le tout comporte six périodes. D'abord, s'inscrivant dans le paradigme du constructivisme identitaire, elle retrace la « construction d'une référence » acadienne durant la seconde moitié du XIXe siècle, sous l'égide de la production littéraire de « médiateurs », tels que Henry Wadsworth Longfellow, Napoléon Bourassa, François-Edme Rameau de Saint-Père, et de la consolidation d'une élite définitrice, pour une large part issue du Collège Saint-Joseph. La première convention nationale acadienne de 1881 se faisant le point « culminant » de cette édification « structurée » du projet collectif acadien, Landry remarque que ce serait un anachronisme de prétendre à l'existence d'une « identité collective [acadienne] traduisant un vivre ensemble structuré » avant ce moment, ce qui l'amène également à désigner la période comme celle d'une naissance plutôt que d'une « renaissance » (p. 3 et 9-39).

Suit la période de « timide institutionnalisation » de la fin du XIXe siècle au début du XXe siècle au cours de laquelle la « nation acadienne » s'organise et se définit autour des conventions nationales acadiennes, de la presse et d'associations, telles la Société nationale l'Assomption (SNA) et la Société mutuelle l'Assomption (p. 41-51). C'est le moment de l'édification d'un espace public, d'un lieu de délibération qui permet de préciser le projet collectif acadien. De la fin des années 1920 jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, Landry observe « la participation directe de la hiérarchie catholique au mouvement nationaliste » et ce qui constitue pour elle la « prédominance d'un thème » : l'éducation (p. 53 et 67). Au cours des années 1950-1960 s'enclenche la période de modernisation institutionnelle

autour du moment Robichaud. L'auteure y constate « une rationalisation et une sécularisation des pratiques, une montée de l'État et un éclatement du discours » (p. 67-87 et 143). La montée de l'État providence, « "l'étatisation de la société" » qui se produit durant le quatrième moment, amène les Acadiens au cours de la cinquième période à recourir à de nouveaux intervenants : le Parti acadien, la Société des Acadiens du Nouveau-Brunswick (SANB), etc. Somme toute lobbyistes, ces nouveaux acteurs encadrent le projet collectif acadien au sein d'un nouveau rapport politique où les débats s'articulent entre lobbying et, avec la sanction de la loi 88, l'enchâssement de la *Charte des droits et libertés* dans la Constitution et la montée du néolibéralisme, la judiciarisation (p. 89-118). Enfin, la sixième période, celle actuellement en gestation, est marquée par un rapport ambigu entre la résurgence d'un « projet national » ethniciste reposant sur le discours de l'Acadie diasporique des congrès mondiaux acadiens et d'un « projet sociopolitique devenu administratif » autour des volontés d'intégration de la SANB (p. 119-139 et 144).

Ce dernier chapitre, avec le premier traitant de la construction de la référence acadienne, sont les plus stimulants de l'ouvrage. Landry y délaisse l'analyse du corps nationaliste pour s'intéresser à l'étude du discours et faire état des mutations référentielles liées aux modulations sociopolitiques. Le fait est qu'ayant choisi de développer son propos à partir d'un corpus de sources uniquement composé d'études imprimées, Landry limite son analyse, dans les autres chapitres, à l'état de la production scientifique acadienne. Dans ce contexte, l'auteure s'est contrainte à reproduire à la fois les limites de la production historiographique et certaines interprétations erronées d'anciennes études. Cela aurait toutefois pu être évité par une utilisation plus large de la production scientifique, que ce soit des études antérieures et récentes d'acadianistes ou des travaux sur l'histoire du Canada français.

Ce constat est particulièrement juste en ce qui a trait à l'interprétation que fait l'auteure de la troisième période, qu'elle désigne comme celle de l'« ère de l'éducation… et du clergé ». S'il est vrai

que l'éducation représente un domaine d'action privilégié des nationalistes durant l'entre-deux-guerres et au-delà, elle ne constitue pas pour autant, comme le prétend l'auteure, le thème « prédominant ». Dans le contexte de récession qui sévit, les questions d'ordre économique sont autant, sinon davantage prisées des nationalistes. Landry appuie d'ailleurs son affirmation, plus ou moins sur le fait que l'Association acadienne d'éducation (AAE) est créée durant cette période. Seulement, à côté des mobilisations pour encourager la colonisation et l'agriculture, pour fonder des caisses populaires et des coopératives de vente et d'achat, pour mettre sur pied la Société de colonisation et d'éducation agricole du diocèse de Chatham, l'École d'agriculture de l'Université Saint-Joseph et d'autres associations engagées dans les questions économiques, dont la Société mutuelle l'Assomption, l'AAE et les revendications dans le domaine de l'éducation ne s'imposent pas comme « prédominantes ». Certes, l'auteure note avec justesse que les cercles d'études du mouvement coopératif deviennent de véritables « école[s] à fonder des coopératives » (p. 61), ce qui, de pair avec l'engagement des agronomes pour la diffusion de la « science agricole » durant cette période, participe d'une forme d'« éducation ». Encore faut-il spécifier toutefois qu'il s'agit là d'une « éducation nationale » ou sociale et non pas de revendications dans le domaine scolaire en général, ce que suppose l'absence de précision dans l'ouvrage[3].

Le nœud du problème concernant l'interprétation de cette période réside toutefois dans le fait que l'auteure la résume à l'« ère […] du clergé ». Sans être complètement fausse, cette affirmation ne tient pas compte de la composante centrale du moment, soit celle de l'« apostolat laïque » de l'Action catholique. Il n'est pas anodin de noter que l'on n'évoque nulle part dans l'étude les mouvements d'Action catholique. C'est pourtant la période où ils se développent

[3] Philippe Volpé, *L'Ordre de Jacques-Cartier en Acadie du Nouveau-Brunswick durant la Grande Dépression, 1933-1939 : noyautage, extériorisation, discrétion et nationalisme économique,* mémoire de maîtrise (histoire), Québec, Université Laval, 2013.

en Acadie avec l'arrivée massive de cercles, jusque-là rejetés, de l'Association catholique de la jeunesse canadienne-française de 1931 à 1932 – regroupant environ 6000 membres au sein de 92 cercles –, avec les mobilisations autour de *L'Ordre social*, de l'École des sciences sociales de l'Université Saint-Joseph, des facultés de sciences sociales des autres collèges classiques, et avec celles des mouvements d'Action catholique spécialisée, notamment au sein des cercles de la Jeunesse étudiante catholique et de la Jeunesse ouvrière catholique[4].

Cette transition effectuée autour des débats entre l'Action nationale et l'Action catholique, au cours des années 1920, aurait également pu être mise en évidence à partir de la production historiographique canadienne-française, ce qui aurait pu mener Landry à proposer différentes hypothèses. Par exemple, le fait qu'elle explique l'inactivité soudaine de la SNA à la fin des années 1920 par la récession économique (p. 44-45) détonne alors qu'au même moment les cercles acéjistes se déploient, l'Ordre de Jacques-Cartier entre en scène dans les provinces maritimes, l'AAE est fondée, les nationalistes sont fort engagés dans la mise sur pied de coopératives et que des associations, telle la Société mutuelle l'Assomption, poursuivent leur militantisme, sujet qui n'est d'ailleurs pas abordé dans l'ouvrage. Si l'auteure avait inscrit cette réalité dans le contexte de condamnation par les papes des nationalismes exacerbés – car, après tout, les nationalistes traditionalistes acadiens ne sont-ils pas catholiques ? –, marqué, au Canada français, par l'émission d'encycliques infirmant la relation entre langue et foi à l'occasion des luttes contre le Règlement XVII en Ontario, par l'excommunication de sentinellistes franco-américains et par

[4] Alexandre-J. Savoie, « Biographie de J.-Gaspard Boucher », *Revue de la Société historique du Madawaska*, vol. 12, nº 1-2 (janvier-juin 1984), p. 4-71 ; Bertha Plourde, *Mgr L.-J.-Arthur Melanson, 1879-1941*, Montréal, Éditions Bellarmin, 1985 ; Julien Massicotte, « Portrait d'un "fondateur dans l'âme" : Clément Cormier, pionnier des sciences sociales en Acadie du Nouveau-Brunswick », *Acadiensis*, vol. 38, nº 1 (hiver / printemps 2009), p. 3-32 ; Simone LeBlanc-Rainville, *Corinne Gallant : une pionnière du féminisme en Acadie*, Moncton, Institut d'études acadiennes, 2012.

l'ébranlement de la revue *L'Action française* canadienne-française après la condamnation de la revue du même nom en France, son interprétation aurait pu être tout autre[5]. Plutôt que d'y voir le simple effet d'une conjoncture politico-économique, peut-être aurait-elle soutenu l'hypothèse que, dans un contexte où s'effectue le passage de l'Action nationale à l'Action catholique, les nationalistes orthodoxes de la SNA, qui est alors dépassée par les œuvres d'Action catholique souhaitées par le pape, ont été contraints de délaisser leur organisation « nationale » publique – le nationalisme étant mal vu de l'autorité pontificale – pour entrer dans l'ombre au sein de l'Ordre de Jacques-Cartier où, dès lors, se développent en catimini leurs projets collectifs avant d'être extériorisés dans les corps intermédiaires de l'Église catholique ?

Cette marginalisation de la production historiographique canadienne-française est aussi manifeste en ce qui concerne le peu d'explications données sur le passage du projet collectif acadien de l'Église-nation à sa modernisation institutionnelle, avec la montée de l'État providence. Le fait est que l'absence d'indication de la part de l'auteure sur la période des années 1940 au début des années 1960 laisse le lecteur désemparé devant la transition importante que connaît alors l'organisation sociopolitique acadienne. Certes, Landry note avec raison que la production historiographique reste à étoffer pour « préciser l'analyse de l'organisation sociopolitique de cette période » (p. 143). Seulement, il aurait été à propos d'aborder, à tout le moins de manière minimale, les débats actuels expliquant la mutation qui eut lieu au cours de cette période, qui, au-delà de l'affirmation du

[5] Frédéric Boily, *La pensée nationaliste de Lionel Groulx*, Sillery, Éditions du Septentrion, 2003 ; Louise Bienvenue, *Quand la jeunesse entre en scène : l'Action catholique avant la Révolution tranquille*, Montréal, Éditions du Boréal, 2003 ; Pascale Ryan, *Penser la nation : la Ligue d'Action nationale (1917-1960)*, Montréal, Leméac éditeur, 2006 ; Michel Bock, « Le germe d'un divorce : la langue, la foi et le Règlement 17 », dans Michel Bock et François Charbonneau (dir.), *Le siècle du Règlement 17 : regards sur une crise scolaire et nationale*, Sudbury, Éditions Prise de parole, 2015, p. 407-436.

keynésianisme et d'une vague de rationalisation occidentale généralisée, portent sur les répercussions d'un essor démographique soudain[6], sur la continuité des mobilisations sociopolitiques, économiques, religieuses et nationalistes en gestation depuis la première moitié du XXe siècle[7], sur la contribution religieuse à la bureaucratisation et à la professionnalisation[8] et sur les apports idéologiques et culturels entre volontés réformistes, éthique personnaliste et libéralisme[9]. À cela, nous devons ajouter que l'absence de référence aux travaux du sociologue Julien Massicotte, mis à part un texte cosigné avec le sociologue Jean-Philippe Warren, surprend étant donné l'écho qu'ils font aux questions étudiées par Landry[10]. Que l'auteure soit en accord ou non avec les thèses de Massicotte, une prise de position de sa part aurait été à propos.

Enfin, reposant sur l'analyse et la mise en relation d'un échantillon d'études de sources secondaires et tertiaires, l'ouvrage compose surtout une synthèse de l'organisation sociopolitique acadienne dans laquelle l'auteure reprend les thèses d'autres chercheurs, les juxtapose, sans toujours chercher à trancher les débats et à prendre position. Ainsi, l'étude de Landry sera sans doute davantage prisée des étudiants et des chercheurs non spécialisés en histoire acadienne, pour qui le

---

6 Gilles Pâquet, « Révolution tranquille et gouvernance : trois chantiers : éducation, santé et culture », dans Guy Berthiaume et Claude Corbo (dir.), *La Révolution tranquille en héritage*, Montréal, Éditions du Boréal, 2011, p. 47-86.

7 Lucia Ferretti, « La Révolution tranquille », *L'Action nationale*, vol. 89, nº 10 (décembre 1999), p. 59-91.

8 Jean Gould, « Des bons pères aux experts : modernisation des institutions scolaires au Canada français, 1940-1964 », *Société*, nº 20-21 (été 1999), p. 111-188.

9 François Ricard, *La génération lyrique : essai sur la vie et l'œuvre des premiers-nés du baby-boom*, Montréal, Éditions du Boréal, 1992 ; E.-Martin Meunier et Jean-Philippe Warren, *Sortir de la « Grande Noirceur » : l'horizon « personnaliste » de la Révolution tranquille*, Sillery, Éditions du Septentrion, 2002 ; Michael Gauvreau, *The Catholic Origins of Quebec's Quiet Revolution, 1931-1970*, Montréal, McGill-Queen's University Press, 2005 ; Joel Belliveau, *Le « moment 68 » et la réinvention de l'Acadie*.

10 Notamment sa thèse de doctorat : Julien Massicotte, *L'Acadie du progrès et du désenchantement, 1960-1994*.

caractère concis de l'ouvrage – force notable de l'auteure – offrira un agréable tour d'horizon. Pour les acadianistes, il aura surtout rendu manifestes les limites de la production scientifique en histoire sociopolitique acadienne, fort utile pour mettre en évidence les lacunes qu'il importe maintenant d'étudier.

— Philippe Volpé
Département d'histoire
Université d'Ottawa